DECLARATION DE LA FNEC FP FO AU CDEN DU 23 NOVEMBRE

Mesdames, Messieurs

Depuis des semaines, les lycéens et les étudiants se mobilisent dans un mouvement social inédit contre le gouvernement, pour leurs conditions d'étude et de vie, pour leur avenir.

Notre organisation syndicale a soutenu dès le début ce mouvement, ses revendications qui rejoignent les nôtres et que nous avons énoncé ici comme dans toutes les instances où nous siégeons depuis des années :

L'annulation des suppressions de postes et de classes, des professeurs en nombre suffisant pour avoir des remplaçants et des classes allégées

L'abrogation de Parcoursup

L'amélioration du bâti scolaire

Ces revendications sont simples et chiffrées par les organisations de jeunesse : 10 milliards d'euros. Le gouvernement ne leur a accordé que des miettes, et s'apprête à faire passer par 49-3 ou ordonnance un budget de guerre de 54 milliards d'euros de coupes budgétaires.

Lors des manifestations du 29 septembre, 6 octobre, 13 octobre, notre organisation, comme toutes les autres dans l'Education, et le 5 novembre, en interprofessionnel ont appelé à faire grève et à manifester pour la satisfaction de ces demandes, en soutien aux lycéens et aussi pour l'augmentation immédiate des salaires et des pensions, qui passe par le dégel immédiat du point d'indice. Et ensuite le 17 novembre, à nouveau nous étions dans la rue à l'appel des Unions départementales et des organisations de la Fonction Publique, FO, FSU, SUD, CGT, CFDT, UNSA Education.

La grève a été massive dans l'Education notamment lors de la journée du 5 novembre. Et tous les samedis, jeunes, salariés, retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat et en soutien aux lycéens.

Face à ce mouvement massif, déterminé et populaire, le gouvernement de M. Macron a préféré jouer la carte du pourrissement, en mettant en place une répression inouïe contre les jeunes manifestants. 100 jeunes mutilés à vie, et des milliers de gardes à vue jamais vues dans ces proportions dans un mouvement social depuis les gilets jaunes : nous ne sommes pas en zone de guerre, nous sommes dans la France d'Emmanuel Macron.

Dans notre département, un jeune garçon qui ne témoignait d'aucune violence a été éborgné par un tir de LBD lancé par un policier fin septembre.

Les associations de défense des droits de l'homme, l'ONU même s'inquiète de « ces pratiques de maintien de l'ordre ». Des journalistes, des syndicalistes ont été blessés sans raison.

Le gouvernement préfère instrumentaliser les actes isolés de violences qui n'ont rien à voir avec les méthodes du mouvement social et désigner des boucs émissaires, chaque jour, quitte à calomnier sans vergogne, plutôt que répondre aux revendications légitimes. Nous ne pouvons tout énumérer, mais que dire des déclarations fracassantes du premier ministre Lecornu à l'encontre des enseignants qui seraient complices des violences commises et à ces titres passibles de poursuites judiciaires, voire radiés ?

Le journal le Monde a enquêté dernièrement et a démontré que **les preuves des accusations de « complicités » de violences portées par Matignon à l'encontre d'enseignants restent introuvables (article du 21 novembre)**
Mais peu importe, calomniez calomniez il en restera toujours quelque chose. Le gouvernement est le seul responsable de la situation.

Les lacrymos, les interdictions de manifester, les tirs à bout portant ou les arrestations massives n'ont pas suffi.

Pour des milliers de lycéens, l'heure est à la réunion des conseils de « discipline ». Cela fait suite au télégramme du 13 novembre, signé par le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Education nationale, adressé aux recteurs et directeurs de services, aux préfets, afin d'appliquer les plus sévères sanctions à l'encontre les lycéens qui ont osé réclamer de pouvoir étudier dans de bonnes conditions, ainsi qu'à l'encontre des personnels solidaires de leurs revendications.

Les recteurs et directeurs académiques sont appelés à enjoindre les chefs d'établissement à réunir les membres des conseils de discipline.

Dans les lycées, ces membres, dont certains sont élus par le Conseil d'Administration, sont, outre le proviseur, son adjoint, le conseiller principal d'éducation, le gestionnaire, des professeurs et un « représentant des personnels administratifs, sociaux et de santé, techniques, ouvriers et de service », des parents d'élèves, et des élèves.

Il s'agirait donc de mettre en place une sorte de justice d'exception qui attribue à des individus le pouvoir peser sur le destin de milliers de jeunes, alors que le gouvernement refuse toujours de répondre aux revendications.

Non, les délégués syndicaux, les lycéens, les professeurs et les parents ne sont pas les subsidiaires de ce gouvernement en roue libre !

Cette machine répressive se heurte à la résistance des personnels et des parents. Les personnels de direction ont déjà fermement réagi : « Nous ne sommes ni des policiers, ni des procureurs ! » a rappelé notre syndicat Id-FO.

L'intersyndicale départementale Education du département avec le soutien de la FCPE a été reçue en audience au sujet de la répression administrative dans un lycée. Les réponses ne peuvent être satisfaisantes. Nous ne laisserons pas sanctionner les lycéens, qui sont nos élèves : nous demandons l'abandon des poursuites à leur encontre pour participation au mouvement. C'est leur avenir qui est en jeu !

Le gouvernement prépare un projet de décret, qui sera présenté lors du prochain Conseil supérieur de l'éducation le 26 novembre, et qui prévoit de substituer les Dasen, représentants du ministre, aux personnels de direction dans la convocation, la tenue et les décisions des conseils de discipline.

Ce projet est l'aveu implicite par Macron et Lecornu que leur stratégie répressive est rejetée. La FNEC FP-FO appelle les personnels, les parents à l'action commune pour faire annuler, empêcher la tenue de ces conseils de discipline.

STOP à la répression ! Annulation de toutes les sanctions contre les élèves et personnels mobilisés !

L'ordre du jour de ce CDEN est totalement à l'image des raisons qui ont motivé le mouvement des lycéens : dans le 1er comme dans le 2 e degré le bilan de la rentrée est catastrophique : Les

différents gouvernements successifs ont choisi de multiplier les attaques contre les élèves en situation de handicap et les conditions de travail des personnels.

Il manque toujours plus de 30 000 places dans les établissements sociaux et médico-sociaux, la situation est plus que chaotique dans le département comme partout.

C'est pourquoi, notre fédération a organisé un rassemblement au ministère à Paris le 5 novembre contre cette politique pour exiger : la création des places nécessaires dans les ESMS ! Le recrutement d'enseignants spécialisés ! Un statut de fonctionnaire avec un temps plein de 24h pour les AESH ! • L'abandon des PAS et des PIAL !

Concernant le bâti scolaire les dotations votées par le conseil départemental sont l' application des budgets d austérité des différents gouvernements

Enfin nous apprenons que plusieurs lycéens étrangers sont menacés d expulsion de leurs hébergements dès janvier. Nous interpellons M. le préfet(qui est donc absent) sur cette situation et déposons le voeu suivant :

Nous demandons à la préfecture d'Indre et Loire et aux services de l Etat
Le maintien des 12 places d'hébergement
Ou la garantie d'une solution de mise à l'abri pérenne leur permettant de poursuivre leurs études dans des conditions sereines.

Notre Fédération appelle avec l'ensemble des Fédérations syndicales de Fonctionnaires à nouveau à la grève mardi 1er décembre pour obtenir satisfaction sur les revendications, notamment le dégel du point d'indice pour tous les fonctionnaires, l'augmentation immédiate de 10% des traitements ! Nous ne lâcherons rien.

Nous réitérons notre demande d'audience auprès du Préfet avec l'intersyndicale et la FCPE